



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, Rabii YOUSSEUS

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Révision du Plan Climat en Plan Climat Air Énergie Territorial - Présentation de la Stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole "Vers un territoire neutre en Carbone" - Approbation

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° M2018-270 du 20 juin 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de réviser son Plan Climat en Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) dans le cadre des objectifs définis par la loi et au-delà pour consolider l'action de la Métropole autour de sa politique climat-air-énergie sur le fondement des 3 axes suivants :

- Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets ;
- Accompagner le territoire dans la transition énergétique ;
- Poursuivre la trajectoire énergie-climat et inscrire le territoire dans les politiques post-carbone.

L'élaboration du PCAET, s'inscrit dans la poursuite des objectifs de transition énergétique et écologique sur son territoire, affichés dès 2017 dans le projet « Montpellier Territoires, une Métropole productive », qui fixait le cap d'un développement durable et équilibré dans le respect du grand territoire qu'elle partage avec les communautés voisines. A travers ce projet, la Métropole a affiché son ambition de faire de son développement une référence en matière d'acclimatation dans son rapport au territoire.

« Montpellier Territoires, une Métropole productive » constitue le socle spatial et programmatique des démarches de planification engagées : la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), le Programme Local de l'Habitat 2019-2024 (PLH), le Plan de Déplacements Urbains 2020-2030 (PDU), l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en cours, ainsi que le PCAET.

Le PCAET vise deux objectifs : d'une part **l'atténuation**, afin de limiter l'impact du territoire sur le climat en diminuant les émissions de gaz à effet de serre (GES) et les polluants atmosphériques produits, et d'autre part, **l'adaptation**, dans le but de réduire la vulnérabilité du territoire au changement climatique.

La première phase de l'élaboration du PCAET a consisté à réaliser le diagnostic du territoire qui présente le profil de consommations d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre, les vulnérabilités de la Métropole face aux changements climatiques ainsi que les potentialités du territoire en matière de production d'énergies renouvelables. Ce diagnostic fait apparaître :

- des évolutions climatiques déjà perceptibles : notamment une augmentation de la température moyenne de + 0,3°C par décennie depuis 1980, du nombre de jours de vague de chaleur, des phénomènes météorologiques violents plus nombreux et plus intenses, une élévation du niveau de la mer de + 6 cm... ;
- des perspectives d'évolutions climatiques amplifiées à 2100 avec notamment 90 jours de forte chaleur chaque année, une augmentation en nombre et en intensité des épisodes cévenols et des périodes de sécheresse, une élévation plus marquée du niveau de la mer... ;
- des consommations d'énergie, issues pour 50 % des produits pétroliers, plus faibles qu'au niveau national du fait d'un climat plus clément et de l'absence d'industrie ;
- une précarité énergétique des ménages plus marquée qu'au niveau national ;
- un taux de couverture par les énergies renouvelables locales multiplié par trois depuis 2010 et un potentiel identifié qui repose majoritairement sur le solaire photovoltaïque ;
- des émissions de gaz à effet de serre liées à 90 % aux secteurs des transports et du bâtiment.

Ce diagnostic met en lumière les enjeux du territoire, en termes :

- de risque : incendie, inondation, sécheresse et effet « îlot de chaleur urbain », représentent les risques majeurs du territoire ;
- d'atténuation : les mobilités et le bâtiment sont les secteurs à traiter en priorité ;
- de production d'énergie renouvelable : le photovoltaïque est à développer massivement.

Le Forum Climact, organisé au Corum le 27 mars dernier, a permis de présenter ces éléments et de partager les enjeux avec les acteurs et les partenaires du territoire et des territoires voisins, aux travers de tables rondes auxquelles ont participé des experts, des chercheurs, des associations. Des ateliers thématiques ont par ailleurs permis d'amorcer la réflexion sur la stratégie à construire. Ces réflexions ont été approfondies dans le cadre d'échanges avec les Communes et un Comité des Partenaires institutionnels, pour aboutir à une proposition de stratégie pour le territoire métropolitain.

Cette stratégie présente l'ambition de la Métropole et du territoire à 2050, avec un point d'étape à 2030 et un engagement immédiat pour mettre le territoire sur la trajectoire qui permettra l'atteinte des objectifs 2050.

En cohérence avec les engagements nationaux et internationaux, notamment la récente loi Energie Climat qui reprend les engagements de l'accord de Paris lors de la COP 21, la Métropole ambitionne un Territoire neutre en carbone à 2050 et décline sa stratégie en 14 orientations pour y parvenir :

Cinq orientations relatives à l'atténuation des émissions carbone :

1. Rénover massivement l'habitat et le tertiaire et lutter contre la précarité énergétique

La Métropole de Montpellier est engagée depuis plusieurs années dans le domaine de la rénovation thermique de l'habitat au travers notamment des missions qu'elle mène dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, du programme EcoCité Ville de Demain qui cible les copropriétés et enfin, depuis avril 2018, par la mise en œuvre de Rénov'énergie, la Plateforme Territoriale de Rénovation Energétique (PTRE) animée par l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC), financée par la Métropole et l'ADEME.

Ces dispositifs sont à renforcer fortement pour massifier la rénovation thermique des logements, notamment ceux des ménages les plus fragiles afin de réduire leurs factures d'énergie et la précarité énergétique.

Les locaux tertiaires et en premier lieu le patrimoine public, devront également faire l'objet de travaux d'amélioration thermique.

2. Atteindre 100 % d'énergie renouvelable dans la consommation du territoire dont 25 % produite localement en 2050

L'atteinte des objectifs passe par la mise en œuvre de la « Métropole solaire » en exploitant le potentiel de production identifié sur le territoire. Il s'agira en particulier d'intégrer des installations solaires sur tous les bâtiments métropolitains ainsi que sur les friches et délaissés fonciers dont l'environnement et la vocation le permettent, de favoriser le développement des filières d'énergies renouvelables et locales, dont le biogaz, et de faciliter les projets citoyens à vocation sociale.

3. Approvisionner 100 % du réseau de chaleur et de froid via des énergies renouvelables en 2050

Le réseau de chaleur et de froid sur la ville de Montpellier présente d'ores et déjà un taux d'énergie renouvelable et de récupération remarquable : il s'agira d'augmenter encore cette part de renouvelable et d'étendre ce réseau aux 30 autres communes.

4. Développer les mobilités multimodales décarbonées et la « vélorution » pour les déplacements intra et inter métropolitains

Le schéma multimodal des mobilités à toutes les échelles, défini par le SCoT, doit être mis en œuvre dans l'ensemble de ses dimensions, complémentaires entre elles, depuis les courtes jusqu'aux plus longues distances, dans l'objectif de lutter contre l'« autosolisme ». La mise en œuvre du Schéma Directeur des Mobilités Actives, a pour principale ambition de proposer des solutions alternatives au « réflexe » de la voiture utilisée individuellement sur de courtes distances. Ce schéma passe aussi par la poursuite du développement des transports en commun, tel que les lignes de tramway (ligne 5 et prolongation de la ligne 1) et les lignes « métronomes », ainsi que l'aménagement de Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM), articulant notamment le réseau urbain avec les modes de transports adaptés à la desserte du grand périurbain (train, cars, voies vertes, covoiturage...), en coopération avec les territoires voisins et les autres Autorités organisatrices des mobilités.

En outre, l'organisation de transports logistiques mutualisés et décarbonés, la création d'une Zone de Faible Emission (ZFE) et un accompagnement approprié de la population, doivent aussi concourir à l'amélioration de la qualité de l'air sur le territoire et contribuer à la santé des populations.

5. Viser le zéro déchet non valorisé ou recyclé en 2050 (80 % en 2030)

La Métropole a décidé d'engager le territoire économe en ressources et de développer une économie du recyclage en accompagnant les ménages et les entreprises aux changements de comportements et en développant des filières de réemploi et de valorisation.

Neuf orientations relatives à l'adaptation des comportements et des pratiques :

6. Assurer la pérennité de la ressource en eau

Les actions et programmes de protection de la ressource et de la qualité de l'eau, déjà engagés par la Métropole, seront poursuivis dans l'objectif d'atteindre 100 % d'équilibre quantitatif dans les ressources en eau et 100 % de protection durable des ressources locales stratégiques.

7. Atteindre l'objectif « zéro artificialisation nette » en 2050, intégrant les actions de désimperméabilisation de la Ville existante

Il s'agit de consolider la résilience du territoire face aux risques, au risque inondation notamment, en mettant en œuvre la stratégie de gestion des eaux pluviales de la Métropole : amplifier la désimperméabilisation, en particulier des écoles et des espaces publics, réduire la vulnérabilité des quartiers exposés aux inondations, réactiver les terres agricoles...

8. Réaliser la neutralité carbone pour toute opération d'aménagement ou de rénovation urbaine

La volonté de la Métropole est d'engager et d'expérimenter avec les professionnels du BTP des opérations d'aménagements neutres en carbone selon le principe de la séquence Eviter-Réduire-Compenser. L'objectif en 2050 est de viser la neutralité carbone dans toutes les opérations de rénovation urbaine.

9. Engager 100 % des parcelles agricoles du Territoire en agroécologie selon la charte métropolitaine, et la reconquête de la totalité friches agricoles en 2050 (100 % des parcelles publiques en 2030)

L'ambition de la Métropole est de développer un territoire à la fois nourricier et résilient face au changement climatique, grâce aux effets vertueux d'une agroécologie qui respecte le milieu, favorise le développement de la biodiversité, contribue à la réduction des ruissellements par une amélioration de l'infiltration naturelle, ainsi qu'à la diminution des températures estivales.

10. Utiliser 100 % de produits bio et locaux dans les cantines scolaires à l'horizon 2030

Conformément à son Projet Alimentaire de Territoire, labellisé par le Ministère, la Métropole s'est, entre autres, engagée à offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre. Aussi, l'objectif qu'elle se donne dès 2030, est que 100 % des repas servis dans les cantines soient bio et produits localement.

11. Engager les entreprises de notre territoire dans leur transition écologique en s'appuyant sur le Conseil de l'Industrie Positive

La mobilisation du monde économique, en s'appuyant sur le Conseil de l'Industrie positive, doit permettre de développer une économie plus « verte », en s'appuyant sur des entreprises éco-responsables, innovantes et activement contributives aux adaptations face au changement climatique, afin que 100 % d'entre elles aient réussi leur transition écologique en 2050.

12. Rafrâchir la ville et séquestrer le carbone en plantant massivement

La Métropole s'engage à exploiter tous les espaces possibles – espaces publics, délaissés, zones d'aménagement, espaces agro-naturels, espaces privés –, dans le respect et la restauration de l'écosystème local, afin de planter massivement des arbres, pour répondre au double objectif de rafraîchir la ville et de séquestrer le carbone.

13. Sensibiliser 100% de la population aux changements climatiques

Le changement de comportement de la population et des usagers du territoire, est un facteur de réussite de la politique énergie-climat de la Métropole : les actions de sensibilisation aux éco-gestes et à l'adaptation aux risques dans un contexte de changement climatique, seront poursuivies et amplifiées. Les initiatives porteuses d'innovations dans les usages seront encouragées.

14. Instaurer une gouvernance autour du Plan Climat qui participera à son évaluation en continue.

La gouvernance métropolitaine du PCAET s'appuiera sur les communes, le Conseil de Développement (CoDe), le Conseil de l'Industrie positive, un Conseil scientifique, ainsi qu'une assemblée citoyenne composée d'1/3 de citoyens, 1/3 d'experts et 1/3 d'associations.

Cette stratégie se déclinera dans un programme d'actions opérationnelles engageant la Métropole pour les six premières années, afin d'orienter au plus tôt le territoire dans la trajectoire permettant l'atteinte des objectifs à 2050.

11 ateliers thématiques et partenariaux, réunissant les services de la Métropole et des communes, ainsi que les acteurs du territoire ont été organisés pendant la première quinzaine d'octobre à cette fin.

Les contributions de la population recueillies sur la page internet dédiée au PCAET sur le site de la Métropole, seront également prises en compte. De même, les enfants de l'Ecolothèque et du Conseil municipal des enfants de Montpellier, qui ont été sensibilisés aux problématiques du changement climatique, ont souhaité proposer leur vision du plan climat. Leurs contributions en termes d'actions seront, pour certaines, intégrées.

Egalement, le CoDe a été saisi par la collectivité afin qu'il puisse lui aussi contribuer, après plusieurs séances de présentation des enjeux, visites de terrains et ateliers de travail organisés tout au long de l'année 2019.

Enfin, l'outil Citergie, démarche de management et de labellisation européenne, dont le programme d'actions, indispensable à la demande de labellisation, également soumis au vote du Conseil de la Métropole du 18 novembre 2019, est identifié comme l'outil de suivi et d'évaluation du PCAET. Via son volet « Evaluation des politiques publiques », il a contribué à la réalisation du diagnostic du PCAET. De la même manière, les indicateurs de ce dispositif européen seront utilisés pour suivre la mise en œuvre du PCAET. Egalement, le programme d'actions de Citergie, suivant les standards de la labellisation, préfigure le programme d'actions du PCAET.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la stratégie du PCAET de Montpellier Méditerranée Métropole, telle que déclinée ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107963-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.